

**Schweizerische Afrikastudien**  
**Études africaines suisses**

Herausgegeben von der  
Schweizerischen Gesellschaft für Afrikastudien (SGAS)

Édité par la  
Société suisse d'études africaines (SSEA)

Band/Tome 6



Sandra Bott, Thomas David, Claude Lützeltschwab,  
Janick Marina Schaufelbuehl (Ed.)

**Suisse – Afrique (18<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> siècles) :**  
**De la traite des Noirs**  
**à la fin du régime de l'apartheid**

**Schweiz – Afrika (18. – 20. Jahrhundert):**  
**Vom Sklavenhandel**  
**zum Ende des Apartheid-Regimes**

taire et une série de vertus et de valeurs qui les distinguèrent en tant que nation. Ce faisant, ils contribuèrent généreusement au financement des missions civilisatrices de leurs églises.

Dans cet article, j'ai essayé de montrer les apports d'une approche «latérale» pour l'histoire suisse. Je me suis concentré sur les Écoles du dimanche; j'ai considéré ces dernières comme une institution qui créa une véritable «culture impériale», un monde imaginaire transcendant les frontières et effaçant la distance géographique entre la Suisse et l'Afrique. Enfin, mon dernier objectif a été de montrer que l'histoire de la Suisse ne doit pas se confiner aux frontières de ce pays.

Le mouvement des Écoles du dimanche s'épanouit durant les années 1920. Au milieu de cette décennie, il commença à prendre une nouvelle direction avec la fusion de *L'appel du monde chrétien* avec *À toutes voiles*, le mensuel édité par les Unions cadettes de la Suisse romande et *L'espoir*, le journal de la société de tempérance pour la jeunesse. Tant le titre que le contenu de ce nouveau journal, intitulé *Notre journal : illustré mensuel de la jeunesse*, marquèrent un déclin dans la place occupée par l'œuvre missionnaire dans la vie chrétienne en Suisse romande. Notre journal était concerné aussi bien par la lutte contre «l'alcoolisme, l'impureté et l'incrédulité» en Suisse que par le «grand travail [...] en pays païen.»<sup>59</sup> L'Afrique passa progressivement à l'arrière-plan au fur et à mesure que le mouvement des Écoles du dimanche avait affaire à une sécularisation croissante, en particulier dans les années qui suivirent la Deuxième Guerre mondiale. Ce mouvement amena *Notre journal*, à cette période un mensuel, à fusionner en 1947 avec le vieil hebdomadaire *Messenger de l'École du Dimanche* pour former un tri-mensuel : *Dimanche*. La grande époque des Écoles du dimanche touchait à sa fin. Toutefois, la décolonisation était proche; cette période verra les débuts de l'aide au développement et de pratiques humanitaires, associées à toute une série d'images de l'Afrique, qui avaient de profondes racines dans l'histoire du mouvement des Écoles du dimanche en Suisse romande.

<sup>59</sup> *L'Appel du monde païen* (décembre 1926).

## Les conservateurs et le combat pour l'abolition de l'esclavage en Suisse à la fin du XIXe siècle

Thomas David et Janick Marina Schaufelbuehl

Trois périodes peuvent être distinguées dans l'étude des mouvements anti-esclavagistes en Suisse au cours du XIXe siècle. Durant la première moitié du siècle, on ne peut pas parler d'un mouvement suisse; par contre, des personnalités helvétiques ou résidant en Suisse font entendre leur voix pour dénoncer la traite atlantique et l'esclavage. Le groupe de Coppet (Mme de Staël, Benjamin Constant, Auguste de Staël, Victor de Broglie, Sismondi) se distingue ainsi par les prises de position et l'engagement de ses membres sur ce thème. Il faut attendre la seconde moitié du XIXe siècle – presque un siècle après les mobilisations anglaises et françaises – pour qu'un mouvement anti-esclavagiste prenne véritablement naissance en Suisse. Dans un premier temps, l'engagement abolitionniste vise l'esclavage aux États-Unis. En 1858, l'Association du sou par semaine en faveur des esclaves aux États-Unis d'Amérique est créée à Lausanne, dans le but de racheter, par une collecte de fonds dans différents cantons, des esclaves aux États-Unis afin de les libérer. À cette organisation succéderont, en 1865, après l'abolition de l'esclavage dans ce pays, des Comités cantonaux pour le relèvement des esclaves affranchis, qui se proposent de récolter des fonds pour venir en aide aux esclaves libérés aux États-Unis.

Pour des raisons de place, nous allons nous intéresser dans cet article uniquement à la troisième phase des mouvements abolitionnistes. La traite atlantique ayant cessé et l'esclavage étant interdit aux États-Unis et dans les colonies anglaises et françaises d'Amérique, les mouvements anti-esclavagistes trouvent un second souffle en se tournant vers un nouvel objet : la traite exercée par des esclavagistes arabes sur le continent africain. Entre 1877 et 1898, différentes sociétés – le Comité national suisse (1877–1885); la Société anti-esclavagiste suisse (1889–1891); la Société suisse de secours pour les esclaves africains (1892–1898); le *Hilfsverein für das Sklavenheim in Ashante* (1898–

1905)<sup>1</sup> – sont fondées, souvent en collaboration étroite avec des associations similaires à l'étranger. Durant cette période, le partage de l'Afrique bat son plein et les puissances européennes utilisent le discours abolitionniste pour légitimer la conquête armée des territoires qui résistent, notamment en Afrique centrale.<sup>2</sup> Des réseaux anti-esclavagistes sont ainsi créés en Europe, qui revendiquent la mise en place en Afrique d'un nouvel ordre économique, politique, social et moral. La Suisse, bien qu'étant un pays sans colonies, participe activement à ces organisations. Nous démontrerons, et ce sera là un point central de notre contribution, qui la distingue des rares études antérieures sur ce thème,<sup>3</sup> que les valeurs véhiculées par les mouvements anti-esclavagistes – défense du christianisme, lutte contre l'alcoolisme, défense de la famille et de la jeune fille, rejet de l'intervention de l'État – renvoient à leur tour aux combats menés par ces milieux pour réformer la société helvétique. La prédominance d'un groupe social et politique, les libéraux-conservateurs, dans les organisations abolitionnistes nous amènera à nous interroger sur les raisons de ces affinités électives. Cette analyse des affiliations socio-politiques des acteurs qui s'engagent dans le combat anti-esclavagiste de cette période n'a pas été menée, à notre connaissance, pour d'autres pays, ce qui rend impossible de déterminer la spécificité du cas suisse par rapport aux autres mouvements européens.

Nous allons maintenant brièvement présenter, dans un premier temps, chacune des sociétés créées en Suisse pour ensuite nous pencher sur les milieux sociaux engagés dans ces associations et finalement étudier les valeurs qui sont ainsi mises en avant.

<sup>1</sup> Nous ne traitons pas dans cet article de la Ligue suisse pour la défense des indigènes et le nouvel esclavage (1908–1940), qui est fondée en lien avec la Ligue française pour la défense des indigènes dans le Bassin conventionnel du Congo et a pour cible le travail forcé auquel recourent les compagnies concessionnaires au Congo et non la traite. Voir à ce propos : Ariane Spicher, *La Ligue suisse pour la défense des indigènes et le nouvel esclavage*, Mémoire de licence, Université de Fribourg, Fribourg 1990.

<sup>2</sup> Voir à ce sujet : Suzanne Miers, «Slavery and the Slave Trade as International Issues 1890–1939», in *Slavery and Colonial Rule in Africa*, Suzanne Miers et Martin A. Klein (éds), Londres 1999, 16–37.

<sup>3</sup> Voir Benoît Girardin, «Le mouvement anti-esclavagiste genevois de 1860 à 1900 et son écho en Suisse», *Genève Afrique XXII/2* (1984), 14–36 ; Jean-François Zorn, «Le combat anti-esclavagiste chrétien au XIXe siècle», *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 139<sup>e</sup> année, oct.-nov.-déc. (1993), 635–652 ; Martine Pittet, *Les mouvements anti-esclavagistes en Suisse romande dans la deuxième moitié du XIXe siècle*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, Lausanne 2002.

### Le Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale (1877–1885)

Avec les explorations de David Livingstone, puis d'Henri Morton Stanley qui pénétra en 1875 à l'intérieur de l'Afrique centrale et des bassins du Congo, le roi des Belges Léopold II commence à s'intéresser de plus près à cette partie du continent. Il organise, en septembre 1876 à Bruxelles, une réunion des Sociétés nationales de géographie. Cette conférence se donne pour but l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale, en focalisant son attention sur la lutte contre la traite organisée par des marchands arabes dans ces régions. Au terme de la conférence est créée l'Association internationale pour réprimer la traite et ouvrir l'Afrique, connue sous le nom d'Association Internationale Africaine (AIA). Plusieurs Comités nationaux sont fondés par la suite, dont un en Suisse : le 24 avril 1877, Henri Bouthillier de Beaumont et Gustave Moynier de la Société Géographique de Genève créent le Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale. Durant 8 années, cette société va œuvrer dans toute la Suisse pour vulgariser les connaissances sur le continent africain et organiser des souscriptions afin de réunir des fonds qui seront versés au profit des expéditions armées organisées par l'AIA. Ces expéditions visent à «ouvrir l'Afrique» par la création de stations scientifiques, qui seraient des «foyers de civilisation», par l'intermédiaire desquels les commerçants, les explorateurs et les missionnaires pourraient pénétrer dans ces territoires. L'action civilisatrice de ces stations devrait finalement aboutir à l'abolition de la traite.<sup>4</sup> Il convient de relever qu'inspirés par la Conférence de Bruxelles, Gustave Moynier et Charles Faure fondent, en 1879, *L'Afrique explorée et civilisée* (AEC), revue destinée, entre autres, à combler l'absence de journaux anti-esclavagistes pour les lecteurs de langue française. Dès 1880, les activités du Comité national suisse s'essoufflent et quand, le 26 février 1885, la Conférence internationale de Berlin reconnaît l'État indépendant du Congo sous la souveraineté de Léopold II, le Comité se dissout.

<sup>4</sup> En 1879, le Comité national suisse propose un candidat pour participer à une expédition africaine armée, l'ingénieur Böhner de Zurich. Toutefois, la candidature n'est pas admise par l'AIA. Voir Compte-rendu de la troisième séance, tenue à Neuchâtel le 26 juin 1879, Genève, Imprimerie Ramboz et Schuchardt 1880, BNS V Schweiz 51.

### La Société anti-esclavagiste suisse (1889–1891)

Dans les années 1880, les catholiques, en particulier sous l'impulsion de Lavigerie, évêque d'Alger, se font plus présents dans le combat anti-esclavagiste. En 1888, suite à une série de conférences de l'évêque, se créent dans plusieurs pays d'Europe des Sociétés anti-esclavagistes. Dans ce contexte, la direction de L'Afrique explorée et civilisée fonde en janvier 1889, sur l'initiative de Gustave Moynier, la Société anti-esclavagiste suisse. Les objectifs de la société sont de trois ordres : informer l'opinion publique sur la traite et l'esclavage (en particulier par l'intermédiaire de l'AEC), chercher à en obtenir l'abolition dans la mesure du possible, et enfin se soucier du sort des esclaves libérés. Fait remarquable : la société suisse se constitue de manière indépendante et contre la volonté même du Cardinal Lavigerie.<sup>5</sup> Celui-ci craint en effet une sur-représentation protestante, crainte qui sera confirmée par la composition confessionnelle du Comité de la Société anti-esclavagiste suisse : malgré les déclarations d'interconfessionnalité, les catholiques n'y constituent qu'une petite minorité. En 1891, les tensions confessionnelles et les critiques grandissantes à l'égard de Lavigerie, auquel sont reprochés un parti pris pour le colonialisme français et l'utilisation de forces armées dans les expéditions anti-esclavagistes, amènent le Comité helvétique à se dissocier complètement de l'œuvre catholique. Son vice-président, Gustave Moynier, entreprend alors des démarches auprès du Gouvernement belge du Congo, pour offrir l'aide de la Suisse au combat contre l'esclavage. Mais la réponse ne convient pas à la Société : les Belges proposent de l'associer à des expéditions territoriales armées envoyées par la Société anti-esclavagiste belge sur le Haut-Congo. Le Comité helvétique juge que l'utilisation de la force par ces expéditions serait mal vue en Suisse et décide finalement la dissolution de la Société en janvier 1891.

### La Société suisse de secours pour les esclaves africains (1892–1898)

En réponse à l'opposition de plus en plus importante au mouvement catholique de Lavigerie, la Conférence de l'Alliance évangélique réunie à Florence, en avril 1891, lance un appel à former des associations nationales anti-esclavagistes sur le terrain évangélique. Ainsi est fondée, en 1892, la Société

<sup>5</sup> François Renault, *Lavigerie, l'esclavage africain et l'Europe, 1868–1892*, tome 1 : Afrique centrale, Thèse de doctorat, Université de Paris, Paris 1971, 257.

suisse de secours pour les esclaves africains. Celle-ci, tout en poursuivant le combat abolitionniste amorcé par les deux sociétés précédentes, met définitivement une croix sur l'envoi d'expéditions armées en Afrique et renonce aux rapprochements interconfessionnels. La nouvelle société décide de concentrer ses efforts sur la création, en Afrique, d'asiles pour esclaves affranchis, en lien avec l'Église protestante. Dans ce dessein, elle entame des négociations avec la Mission romande, la Mission de Bâle et la Mission de Paris. Dans un premier temps, elle décide d'ouvrir une station pour les esclaves libérés dans la colonie allemande de la Côte d'Or, en collaboration avec la Mission de Bâle, et d'engager à ces fins le missionnaire Roderick de Prosch, son épouse et un assistant. Mais le projet échoue à cause d'un changement politique dans cette région qui amène la fermeture des marchés aux esclaves. La société décide alors d'envoyer de Prosch au Sénégal, «où 300 nègres libérés nous attendent».<sup>6</sup> Mais la section bernoise, regrettant d'abandonner «la Mission de Bâle qui nous est chère et bien connue»<sup>7</sup> et redoutant de devoir traiter avec des colonies françaises qu'elle considère mal gérées, se dissocie des Romands et crée en février 1897 le *Hilfsverein für das Sklavenheim in Ashante*. Entre-temps, en 1898, le missionnaire de Prosch, qui est arrivé au Sénégal, fait une analyse de la situation de l'esclavage sur la côte occidentale de l'Afrique qui détruit les ambitions suisses. Il constate que les chasses et marchés aux esclaves n'existent plus dans ces territoires. Seul persiste le phénomène de «l'esclavage à domicile». Mais la condition faite à ces esclaves ne correspondrait en rien à la description qu'on en donne en Europe et il déclare que la racine de l'esclavage est plutôt à chercher dans la paresse des Noirs.<sup>8</sup> Devant cette situation contradictoire, la société suisse décide de se dissoudre. Considérant que la lutte contre l'esclavage doit plutôt revenir dans ces nouvelles circonstances aux missions, le Comité central remet ses fonds et ses agents à la disposition de l'œuvre de la Mission de Paris.<sup>9</sup>

### Le Hilfsverein für das Sklavenheim in Ashante (1898–1905)

Fondé en juillet 1898 par la section bernoise de la Société suisse de secours pour les esclaves africains, le *Hilfsverein* entend avant tout trouver des

<sup>6</sup> *Der Sklavenfreund*, herausgegeben vom Schweizerischer Hilfsverein für die Sklaven in Afrika 16 (décembre 1897), Basler Afrika Bibliographien, E 1–3.

<sup>7</sup> *Der Sklavenfreund* 20 (novembre 1898).

<sup>8</sup> *Der Sklavenfreund* 19 (octobre 1898).

<sup>9</sup> Pittet (voir note 3), 51.

fonds – par le biais de souscriptions de cinq centimes par semaine – pour soutenir l’asile pour esclaves libérés à Ashante sur la Côte d’Or entretenu par le frère Ramseyer de la Mission de Bâle. La société bernoise transmet environ 3.000 francs par année à la Mission, ce qui permet de financer presque entièrement l’asile, dans lequel Ramseyer et son épouse accueillent une vingtaine d’enfants et de femmes libérés. Les missionnaires écrivent régulièrement de longs rapports qui sont publiés dans le mensuel *Das Sklavenheim* destiné aux souscripteurs.<sup>10</sup> Le *Hilfsverein* continuera cette œuvre jusqu’en 1900, quand se produit à Kumase une révolte contre les autorités coloniales anglaises. Les missionnaires doivent fuir, et la station missionnaire et l’asile sont détruits. En 1901, Ramseyer décide de privilégier la reconstruction de la station et demande au *Hilfsverein* de ne plus attribuer les fonds versés uniquement pour les esclaves, mais de les destiner à la Mission en général, demande qui sera accordée par le Comité. De plus, le missionnaire juge qu’il est trop difficile d’écrire pour le bulletin de longs comptes-rendus sur la situation des esclaves libérés, tellement «la vie spirituelle des enfants esclaves est uniforme et monotone». <sup>11</sup> Le bulletin cesse alors de paraître, mais le Comité continue à attribuer des fonds à la station missionnaire jusqu’en 1905 au moins.<sup>12</sup>

### Les sociétés anti-esclavagistes comme révélatrices du libéralisme-conservateur

L’essor de ces sociétés abolitionnistes helvétiques, durant le dernier quart du XIXe siècle, coïncide avec ce que nous avons appelé la troisième vague du mouvement international. Notons d’emblée que celle-ci s’inscrit dans la continuité des mobilisations qui la précèdent, notamment en ce qui concerne la cause de l’émancipation de l’être humain et de son droit à l’autodétermination. Toutefois, l’objet visé est maintenant la traite exercée par des esclavagistes arabes sur le continent africain. Ce changement d’orientation du combat anti-esclavagiste a des conséquences importantes sur sa nature même. L’une des principales caractéristiques de ce mouvement réside en effet dans sa proximité avec les projets de conquête coloniale qui se mettent en place au même mo-

<sup>10</sup> *Das Sklavenheim. Kollekteblatt des Berner Hilfsvereins für das Sklavenheim in Ashante*, Bibliothèque Nationale Suisse, R 7248, (1898–1901).

<sup>11</sup> *Das Sklavenheim* (mars 1901).

<sup>12</sup> Lettres de E. Lauterburg-Rohner, caissier du *Hilfsverein für das Missionswerk und Sklavenheim in Ashante-Afrika*, à F. Würz, Archives de la Mission de Bâle, Briefe an F. Würz, Missionssekretariat H-Z, 1903 et Q-5-10, 1905.

ment. Les entreprises coloniales et commerciales sur le continent africain sont en partie justifiées par le devoir moral de libérer la population de ces terribles fléaux que sont la traite et l’esclavage. Il convient de signaler qu’une partie non négligeable des philanthropes engagés dans les mouvements abolitionnistes soutient l’expansion coloniale.<sup>13</sup> Pour tenter de comprendre pourquoi, durant le dernier quart du XIXe siècle – à la différence de ce qui s’était passé un siècle plus tôt – la cause abolitionniste rencontre un réel écho en Suisse, il faut s’intéresser au contenu du discours anti-esclavagiste et aux valeurs qui y sont véhiculées. Mais, dans un premier temps, il s’agit d’identifier les acteurs qui relaient, en Suisse, le combat international ; ceci afin de mettre en lumière les intérêts spécifiques de ce groupe dans la propagation du discours anti-esclavagiste.

Nous avons conduit une étude des affiliations sociopolitiques des initiateurs de ces campagnes abolitionnistes en Suisse. Cette étude prosopographique fait ressortir le point suivant : la très grande majorité des dirigeants de ces sociétés sont des conservateurs et plus spécifiquement des libéraux-conservateurs. Ainsi, plusieurs pasteurs actifs dans les sociétés anti-esclavagistes font partie du courant libéral-conservateur, tels Eugène Mitterdorf, pasteur de Genève, rédacteur de la *Semaine religieuse*, qui s’engage contre les maisons de jeu et la littérature immorale ; ou encore Louis Ruffet, président de la Société évangélique de Genève, actif dans le Comité du Refuge, une institution de relèvement moral et religieux des filles qui se prostituent. D’autres membres des sociétés abolitionnistes sont directement engagés dans la politique, à l’instar de François Forel, professeur à l’Académie de Lausanne, député du parti libéral-démocratique au Grand Conseil et collaborateur à la *Gazette de Lausanne*, ou de Carl Mann, figure importante de la *Berner Volkspartei*, le parti libéral-conservateur bernois. On pourrait multiplier les exemples de recoupement entre milieu abolitionniste et libéral-conservateur.

Arrêtons-nous dès lors sur les caractéristiques des milieux libéraux-conservateurs.<sup>14</sup> Il faut à cet égard souligner que nous nous intéressons à une période spécifique dans l’histoire de ce courant politique, le dernier tiers du XIXe siècle ; le courant changera, par la suite, substantiellement de nature sur le plan du discours et de ses activités. Après l’accession au pouvoir des radicaux en 1848, les conservateurs suisses sont de plus en plus relégués dans une

<sup>13</sup> Zorn (voir note 3), 643.

<sup>14</sup> Bruno Rimli, *Sozialpolitische Ideen der Liberal-Konservativen in der Schweiz (1815–1939)*, Zurich 1951 ; voir également Hans Ulrich Jost, *Les Avant-Gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse 1890–1914*, Lausanne 1992.

position de minorité, à tel point qu'entre 1880 et 1914 on peut parler d'une véritable prépondérance radicale. La famille des conservateurs se compose d'un côté des catholiques-conservateurs (dont un représentant, Josef Zemp, est intégré au Conseil fédéral en 1891) et de l'autre des libéraux-conservateurs protestants. Les radicaux gagnent en effet peu à peu les libéraux progressistes à leur cause et isolent ainsi les libéraux-conservateurs pour de longues années.<sup>15</sup> Ceux-ci sont essentiellement constitués en sections cantonales, comme à Genève dans le Parti démocratique, dans le canton de Vaud dans le Parti Libéral Indépendant ou encore à Zurich dans le *Liberalkonservativer Verein*. Les libéraux-conservateurs ne s'organisent au niveau national qu'en 1913, quand est fondé le Parti libéral-démocrate. À défaut d'une organisation nationale et vu leur position minoritaire dans les Parlements cantonaux, l'activité politique des libéraux-conservateurs s'exprime durant les dernières décennies du XIXe siècle en large partie en dehors des institutions traditionnelles, en particulier par le biais d'une multitude d'associations philanthropiques, comme nous allons le voir par la suite. Les libéraux-conservateurs occupent en outre des positions fortes au sein du monde intellectuel et culturel qui leur permettent de continuer à jouer un rôle politique non négligeable : ils contrôlent ainsi des journaux régionaux très influents tels que la *Gazette de Lausanne*,<sup>16</sup> le *Journal de Genève* ou encore les *Basler Nachrichten* ; de même, en Suisse romande tout du moins, ils dominent le monde de l'édition.<sup>17</sup>

Quels sont les principes politiques défendus par le courant libéral-conservateur et que nous retrouvons dans le combat anti-esclavagiste ? Un des mots d'ordre les plus chers aux libéraux-conservateurs durant cette période concerne ce qu'ils appellent le «relèvement moral». À cet égard, il faut rappeler que la Suisse traverse, durant les années 1875 à 1890, une phase de stagnation économique accompagnée par une crise politique. De fait, le credo des conservateurs, qui connaissent alors – tout en restant minoritaires – une nouvelle percée sur la scène politique, concerne la décomposition morale de la société qui aurait eu lieu durant les années 1850–1870, période de haute conjonc-

<sup>15</sup> Roland Ruffieux, «La Suisse des Radicaux», in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne 1982, 637.

<sup>16</sup> Alain Clavien, *Histoire de la Gazette : le temps du colonel (1874–1917)*, Vevey 1997.

<sup>17</sup> Pour une illustration du champ culturel comme lieu de contre-pouvoir à la domination politique des radicaux, voir Malik Mazbouri, François Vallotton, «Feuilleton et presse d'opinion dans le canton de Neuchâtel», *Les Annuelles* 7 (1996), 21–43 ; François Vallotton, *L'édition romande et ses acteurs, 1850–1920*, Genève 2001, 341.

ture et de croissance industrielle rapide.<sup>18</sup> Pour remédier à cette «dégénérescence» occasionnée par l'industrialisation, les libéraux-conservateurs en appellent à la régénération sociale du pays. L'une des caractéristiques de ce nouveau discours réside dans la moralisation et l'individualisation des problèmes économiques, sociaux et politiques. Ces revendications de réforme concernent toujours l'individu et non la société ; l'avidité de jouissance, la dépravation des mœurs et le manque de religiosité sont identifiés comme les principaux maux touchant le corps social helvétique. Comme l'explique Eugène Mittendorff, membre fondateur de deux mouvements abolitionnistes helvétiques (la Société anti-esclavagiste suisse et la Société suisse de secours pour les esclaves africains) : «La charité suffirait amplement à sa tâche si elle n'avait à secourir que les infortunes imméritées, au lieu d'avoir à réparer les brèches faites dans l'organisme social par ces adversaires qui se nomment : intempérance, paresse, immoralité, et qui font plus de victimes et font verser plus de larmes que les canons sur les champs de bataille». <sup>19</sup> C'est aux organisations philanthropiques de lutter contre cette immoralité, «l'État n'est pas qualifié pour exercer l'influence morale et religieuse». <sup>20</sup> Notons à ce sujet que, durant les années 1875 à 1900, une multitude d'associations philanthropiques sont créées en Suisse qui se vouent à la «régénération morale» d'une société de plus en plus marquée par les conséquences néfastes de l'industrialisation. Ainsi, entre 1875 et 1886, seize œuvres de «relèvement moral» sont fondées à Genève et quinze dans le canton de Vaud, allant de l'Association contre la littérature immorale jusqu'au Refuge pour des filles qui vivent du «vice», c'est-à-dire de la prostitution. <sup>21</sup> Notre étude prosopographique sur les membres des Comités abolitionnistes a permis d'identifier un milieu social, qui se caractérise par un dense réseau d'appartenances à différentes sociétés philanthropiques, aux partis libéraux-conservateurs et au monde de l'édition et de la presse. Les mêmes personnes qui s'engagent contre l'esclavage se retrouvent par exemple dans la *Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigen (GGG)* (la Société d'Utilité Publique) à Bâle ou dans la Société genevoise des publications religieuses. <sup>22</sup> Nous pouvons ainsi avancer l'hypothèse que la cause anti-

<sup>18</sup> Thomas Widmer, *Die Schweiz in der Wachstumskrise der 1880er Jahre*, Zurich 1992, 143.

<sup>19</sup> Eugène Mittendorff, *Les institutions philanthropiques genevoises. Leur origine, leur développement et leur état actuel*, Genève 1888, 312.

<sup>20</sup> Mittendorff (voir note 21).

<sup>21</sup> Mittendorff (voir note 21) ; V. Segond, *La bienfaisance dans le canton de Vaud*, Nyon 1895.

<sup>22</sup> Sur cette société, voir Jean-François Pitteloud, «Philanthropie et lecture populaire. La société genevoise des publications religieuses, 1851–1896», *Revue Suisse d'Histoire* 36

esclavagiste fait partie d'un projet social plus large, engagé par la bourgeoisie conservatrice durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle.

Une autre valeur libérale-conservatrice est mise en avant par les organisateurs des mouvements anti-esclavagistes helvétiques : leur religiosité proche du Mouvement du Réveil<sup>23</sup> et des missions. Plusieurs des membres fondateurs protestants ont des liens étroits avec la Mission de Bâle et la Mission Romande. Signalons à cet égard la présence d'Adolphe Christ à la tête de la section bâloise du Comité national suisse qui est également président de la Mission de Bâle (et du Grand Conseil bâlois), ou celle de Emmanuel Karl Rohr, pasteur au prestigieux Münster à Berne, qui dirige la section bernoise de la Société suisse de secours pour les esclaves africains et préside pendant cinquante ans le Comité bernois de la Mission de Bâle.<sup>24</sup> De même, l'Église libre vaudoise, très engagée dans les associations anti-esclavagistes et les activités missionnaires, est soutenue par le parti des libéraux-conservateurs contre l'Église nationale qui a l'appui des radicaux.<sup>25</sup>

La libération de l'esclave africain constitue une cause qui peut indirectement permettre aux libéraux-conservateurs d'avancer d'autres revendications politiques. En prenant comme exemple les esclaves en Afrique, leur discours prône la nécessité – sur le plan de la politique nationale – d'un «relèvement moral» et d'un retour à une vie religieuse et chaste. L'Afrique apparaît comme un «espace imaginé» sur lequel sont projetés les enjeux sociaux et moraux intéressant la Confédération.<sup>26</sup> Voyons maintenant plus concrètement quelles

(1986), 413–442.

<sup>23</sup> Introduit à Genève par des dissidents anglo-saxons durant les guerres napoléoniennes, le Mouvement du Réveil touche bientôt les cantons avoisinants de Vaud et de Neuchâtel. L'initiative privée, la ferveur individuelle, ainsi qu'une volonté d'indépendance vis-à-vis de tout contrôle ecclésiastique constituent les fondements religieux de ce nouveau courant. Le dédain affiché par ses pratiquants pour les dogmes, les rituels et la hiérarchie va provoquer de graves tensions avec les représentants de l'Église réformée officielle et conduire à l'établissement, durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, d'Églises dissidentes et d'institutions évangéliques – en particulier les Écoles du dimanche et les Missions – qui contribueront à la diffusion du Mouvement du Réveil en Suisse. Voir Patrick Harries, «Missionary endeavour and the politics of identity in Switzerland», *Le fait missionnaire* 6 (1998), 39–70.

<sup>24</sup> Michael Raith, «Adolf Christ», in *Der Reformation verpflichtet*, Bâle 1979, tiré à part.

<sup>25</sup> Harries (voir note 23) ; Jean Meynaud, *Les partis politiques vaudois*, Lausanne 1966.

<sup>26</sup> Cette Afrique est très souvent idéalisée par les sociétés oeuvrant en Occident. L'échec de la *Société suisse de secours pour les esclaves africains* en est la meilleure illustration. Voir également Didier Péclard, «Ethos missionnaire et esprit du capitalisme. La Mission Philafricaine en Angola, 1897–1907», *Le Fait missionnaire* (1995), 71s.

sont les valeurs qui sont mises en avant par les libéraux-conservateurs dans leurs activités abolitionnistes.

### Les valeurs véhiculées par les mouvements anti-esclavagistes suisses : le prosélytisme chrétien, l'anti-islamisme et l'expansion coloniale

Le combat anti-esclavagiste intéresse les libéraux-conservateurs principalement sous trois angles. Le principal but est «humanitaire» : venir à bout de l'esclavage en Afrique et sauver les Africains en les évangélisant. Ensuite, l'abolitionnisme fait écho aux intérêts d'expansion du christianisme et du commerce européen en Afrique. Finalement, la rhétorique et les moyens d'actions liés à la cause anti-esclavagiste permettent à ces milieux de promouvoir leur programme politique sur le plan national.

Le prosélytisme chrétien, fortement teinté d'anti-islamisme, est une des constantes du combat des anti-esclavagistes suisses durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le discours prôné par ces milieux, la dénonciation des «méfaits» de l'islam en Afrique est omniprésente, les marchands musulmans étant considérés comme responsables de la traite et de l'esclavage qui sévissent en Afrique et qui ruinent ce continent. À cet égard, il faut préciser que, dans la rhétorique des mouvements abolitionnistes, il y a identification entre les adhérents à une religion, l'islam, et une population, les Arabes, provenant du Moyen-Orient et parlant une même langue. Un document, publié en 1883 dans la revue *L'Afrique explorée et civilisée*, illustre bien la teneur de ce discours. Il s'agit d'une lettre rédigée par un ancien esclave africain qui a été libéré : «Cher monsieur,

Je suis bien content d'apprendre que vous allez venir en aide aux esclaves en Afrique et leur rendre la liberté. J'ai été esclave, et je suis fâché de dire que les esclaves servent de monnaie aux Arabes ; quand ils ont besoin d'argent ils vont en Afrique, y prennent les jeunes enfants, et si le père ou la mère de ceux-ci ne veut pas se les laisser prendre, ils tuent les parents, puis emmènent les enfants. Si la mère a un nourrisson dans ses bras, ils le prennent et l'assomment contre une pierre, ou le jettent dans la rivière, et emmènent la mère comme esclave. [...] Quand j'étais esclave, j'entendais d'ordinaire les Arabes demander à Dieu de leur donner des milliers d'esclaves. Mais je serai bien content d'ap-

prendre qu'il n'y a plus d'esclaves, et j'espère que les Anglais feront pour eux tout ce qu'ils pourront». <sup>27</sup>

Cette lettre, destinée à sensibiliser la population aux horreurs de la traite et à l'inciter à participer financièrement à la cause abolitionniste, reflète parfaitement le discours anti-islamiste de cette génération d'abolitionnistes. Les propos de Charles Faure à l'Assemblée générale du 14 février 1889 de la Société anti-esclavagiste suisse en donnent un autre exemple : «[...] Vous avez pour ainsi dire entendu les indigènes, hommes, femmes et enfants, vous crier 'Nous sommes la viande ; les Arabes sont les couteaux ; pitié, pitié pour nous !'». <sup>28</sup> Cet anti-islamisme n'est pas propre à la Suisse. Le dénigrement des Arabes et de l'islam prend une nouvelle dimension à la fin du XIXe siècle. Cette évolution doit être mise en relation avec la colonisation de l'Afrique. Durant cette période, le discours abolitionniste contribue à justifier, moralement, la conquête de l'Afrique, au même titre que la propagation du christianisme et l'établissement d'une économie de marché sur le continent noir. <sup>29</sup>

Dans ce contexte, les abolitionnistes montrent du doigt l'ennemi à combattre : l'Arabe. Selon eux, les Arabes exercent une domination brutale sur les Africain(e)s, qu'ils représentent comme des victimes devant être secourues par les Européens. Par un jeu de miroir, l'islam apparaît ainsi comme un obstacle à l'implantation, sur le continent africain, des intérêts économiques et religieux de l'Europe, et partant de la Suisse. En effet, malgré l'absence de colonie suisse en Afrique, le discours propagé par les missions et les sociétés abolitionnistes en faveur de la libération des esclaves africains du joug musulman, se trouve, tout comme le prosélytisme chrétien, inexorablement lié aux intérêts de l'expansion territoriale. Le président du Comité national suisse, Édouard Naville, souligne très clairement le lien entre intérêts humanitaires et commerciaux qui sont à l'origine de l'engagement de la société dans le Congo : «La Suisse possède bien des philanthropes qui attacheront une sérieuse attention à des conditions si favorables de développement humanitaire et d'accroissement commercial». <sup>30</sup>

<sup>27</sup> Lettre adressée au secrétaire de la *Société anglaise pour l'abolition de l'esclavage* qui est d'abord parue dans l'*Antislavery Reporter, Afrique Explorée et Civilisée* (1883), 31.

<sup>28</sup> «Procès-verbal de l'Assemblée générale du 14 février 1889», *Bulletin de la Société anti-esclavagiste suisse* 1 (mars 1889).

<sup>29</sup> Miers (voir note 2), 21.

<sup>30</sup> *Compte-rendu de la troisième séance de la Société nationale suisse africaine, tenue à Neuchâtel le 26 juin 1879*, Genève 1880, Bibliothèque nationale suisse, V Schweiz 51.

## Les sociétés anti-esclavagistes suisses et la régénération de la société helvétique

Comme nous l'avons dit, les sociétés anti-esclavagistes n'ont pas pour unique objectif l'abolition de la traite en Afrique. Elles poursuivent également le «relèvement moral» de la société helvétique. Pour comprendre cette dimension, il est nécessaire, dans un premier temps, de présenter brièvement les activités des sociétés abolitionnistes en Suisse et les instruments servant à propager et à soutenir la cause anti-esclavagiste sur le sol helvétique.

Il y a tout d'abord le système des cotisations : des souscripteurs et souscriptrices s'engagent à verser cinq centimes par semaine à des personnes qui sont chargées de recueillir ces cotisations pour les sociétés. <sup>31</sup> En échange, elles reçoivent un bulletin les informant sur les activités de l'association, sur la situation en Afrique. Deuxièmement, les associations font connaître leur cause par le biais de nombreuses conférences et publications qui sont également un moyen d'augmenter le nombre de souscripteurs et souscriptrices. Ces conférences sont données soit par des membres des sociétés, soit par des autorités en matière de combat anti-esclavagiste. Certains missionnaires, comme Ramseyer, quand ils rentrent en Suisse, animent des conférences dans de nombreuses villes. Enfin, des ventes, des loteries et des soirées musicales sont organisées afin de collecter des fonds.

Ces diverses activités ont-elles permis aux sociétés abolitionnistes de toucher un large public ? L'analyse du nombre de ménages qui participent à la souscription de cinq centimes par semaine sur une année est très révélatrice. Même si nous ne disposons que de données partielles, deux constats s'imposent : premièrement ces œuvres atteignent un nombre non négligeable de personnes. En ce qui concerne la Société suisse de secours pour les esclaves africains, en 1897, 6% des ménages du canton de Neuchâtel participent à la souscription hebdomadaire. <sup>32</sup> Le deuxième constat concerne la répartition géographique de ces organisations : elles touchent prioritairement la population des cantons protestants de Vaud, Neuchâtel, Genève, Berne et Bâle.

Les activités des sociétés abolitionnistes ont pour but de faire connaître leur combat et de récolter des fonds. Elles ont, à nos yeux, un autre objectif :

<sup>31</sup> Voir les Bulletins des différentes sociétés anti-esclavagistes suisses : *Der Sklavenfreund, Das Sklavenheim, Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale. Documents officiels 1876, 1877, 1878, 1879*, Genève : Imprimerie Charles Schuchardt, avril 1879, Bibliothèque universitaire publique de Genève.

<sup>32</sup> Voir données statistiques dans les bulletins : *Der Sklavenfreund*.

la régénération de la société helvétique, en particulier la consolidation de la société bourgeoise. Dans cette perspective, deux thèmes semblent particulièrement importants : la division du travail entre hommes et femmes, et l'inculcation, au travers de la pratique du sou par semaine, du sens de l'épargne.

Pour les libéraux-conservateurs, tout comme pour l'ensemble des élites helvétiques de cette période, la femme occupe une position subalterne.<sup>33</sup> La division du travail au sein des associations reflète et consolide cette vision. Une seule femme figure dans les Comités des associations anti-esclavagistes (nous avons recensé une centaine de personnes) ; la direction de ces dernières n'incombe qu'aux hommes. De même, nous n'avons pas trouvé mention d'une conférencière (ce sont les missionnaires, et pas leurs épouses qui donnent des conférences). Cela ne signifie pas que les femmes soient totalement exclues, elles sont toutefois reléguées aux «tâches subalternes» : elles collectent de l'argent et organisent des loteries, des brocantes.<sup>34</sup> Contrairement à l'Angleterre ou aux États-Unis, le combat abolitionniste n'a pas favorisé en Suisse l'émergence d'un mouvement féministe.<sup>35</sup>

En ce qui concerne le sou par semaine, cette pratique ne doit pas être considérée sous le seul angle matériel : dans l'esprit du temps, la force moralisante compte tout autant. Cette pratique a en effet également pour fonction d'inculquer et/ou de consolider le sens de l'épargne, la sobriété, valeurs extrêmement importantes pour les libéraux-conservateurs.<sup>36</sup> Dans cette perspective, les Écoles du dimanche ont joué un rôle particulièrement significatif en Suisse romande.

Ces établissements, dont certains sont dirigés par des figures importantes de l'abolitionnisme – par exemple le Comte Agénor de Gasparin (1810–1871) et son épouse Valérie de Gasparin (1813–1894) – sensibilisent en effet les enfants à la question de l'esclavage. Des revues telles que *Le Messager de l'École du Dimanche* ou *l'Éducation chrétienne*, éditées par la Société des Écoles du dimanche, publient de nombreux articles décrivant la capture d'enfants africains arrachés à leurs parents et vendus comme esclaves. Des gravures saisiss-

<sup>33</sup> Cf. Jost (voir note 14), 113. Sur ce thème, nous renvoyons également à l'ouvrage d'Albert Tanner, *Arbeitsame Patrioten – wohlständige Damen. Bürgertum und Bürgerlichkeit in der Schweiz 1830–1914*, Zurich 1995.

<sup>34</sup> Voir par exemple *Der Sklavenfreund* 10 (juin 1886).

<sup>35</sup> Clare Midgley, «British Abolitionism and Feminism in Transatlantic and Imperial Perspective», *Proceedings of the Third Annual Gilder Lehmann Center International Conference at Yale University*, Yale 2001.

<sup>36</sup> Voir Tanner (voir note 33).

santes, copiées à partir de photographies ou totalement imaginaires, mettent en scène des esclaves émaciés marchant vers les côtes sous la surveillance de leurs gardiens arabes.<sup>37</sup>

L'objectif pédagogique de ces récits et autres tableaux est double. Premier enseignement : seuls la foi protestante et le travail peuvent sauver l'âme de ces enfants. Certaines de ces histoires racontent en effet les aventures de jeunes Africain(e)s libéré(e)s par les Missions protestantes, à l'instar d'Ajaï, l'enfant esclave qui deviendra évêque. Deuxièmement, la description des horreurs de l'esclavage en Afrique suscite chez les enfants suisses de nombreux mouvements de solidarité. Les collectes qui en résultent sont consacrées à sauver les Africains et Africaines, mais constituent également, aux yeux de leurs initiateurs, une pratique pédagogique destinée à enseigner aux enfants et à leur famille les vertus de la frugalité, de l'épargne et de la responsabilité.

Dans la mesure où ces écoles ne sont pas uniquement fréquentées par les élites, mais également par les enfants des couches défavorisées – les Écoles du dimanche touchent ainsi un large public : durant la seconde moitié du XIXe siècle, on estime que 5/6e de tous les enfants vaudois ont suivi, à un degré ou à un autre, cet enseignement – on peut se demander si les activités anti-esclavagistes, en particulier la pratique de la collecte du sou par semaine, n'ont pas également pour fonction et/ou conséquence d'éduquer les classes laborieuses helvétiques, à l'instar du combat abolitionniste des missions britanniques ou d'autres associations philanthropiques helvétiques. On retrouve en effet le principe de la collecte du sou par semaine dans d'autres sociétés de charité en Suisse. Or, cette pratique est souvent associée à l'intégration des classes les plus défavorisées, dans la mesure où elle leur permet d'«accomplir des grandes œuvres». Ainsi, Karl Sarasin, fondateur de la revue *Concordia* qui œuvre pour une réconciliation paternaliste entre patrons et travailleurs/euses, introduit cette pratique en 1852 à Bâle : il récolte chaque semaine auprès de sa famille, son personnel de maison et des ouvriers/ouvrières de son usine un «Halb-Batzen» (cinq centimes) qu'il transmet à la Mission de Bâle.<sup>38</sup>

<sup>37</sup> Voir la contribution de Patrick Harries dans ce volume.

<sup>38</sup> Wilhelm Schlatter, *Geschichte der Basler Mission 1815–1915*, Bâle 1916, 223 ; «Karl Sarasin, 17.4.1815–21.12.1886», in *Der Reformation verpflichtet. Gestalten und Gestalter in Stadt und Landschaft Basel aus fünf Jahrhunderten*, 115 ; pour le cas anglais, voir Susan Thorne, «The Conversion of Englishmen and the Conversion of the World Inseparable. Missionary Imperialism and the Language of Class in Early Industrial Britain», in F. Cooper, A.L. Stoler (éds), *Tensions of Empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley 1997, 250–251.

### L'asile pour esclaves libérés comme modèle de société

Nous avons vu, à plusieurs reprises, que la création d'asiles pour des esclaves libérés constitue, à partir des années 1870-1880, l'un des principaux objectifs du combat abolitionniste des sociétés philanthropiques. Les missions s'engagent aussi dans la fondation d'asiles, de villages, de foyers et d'orphelinats en faveur des esclaves libérés par les puissances coloniales ou bien achetés par les missionnaires.<sup>39</sup> Or, la vie quotidienne dans les asiles renvoie directement à la mise en pratique des valeurs affichées par les élites conservatrices suisses. L'asile doit en effet servir de modèle de développement personnel et d'organisation sociale, et représenter de ce fait un antidote à l'esclavage.<sup>40</sup>

Premièrement, il s'agit d'inculquer les vertus du travail aux Africain(e)s qui seraient, par essence, paresseux : «Dès que le Noir ne ressent plus de contrainte, il a le désir irrépressible de ne rien faire. Dans ce sens, comme dans tous les autres, le sens moral de ces pauvres est faux. Le travail n'est pas pour eux un devoir moral, auquel chacun doit se plier, il n'est pas pour lui l'activité physique et intellectuelle, selon laquelle lui et sa famille devraient vivre. [...] Si un Noir peut se procurer à manger d'une quelconque manière, il n'a plus rien à faire de sa famille». <sup>41</sup> En enseignant aux Africain(e)s le sens du travail, l'objectif est de mettre fin à leur inclination naturelle à la paresse, ce qui permettra d'abolir l'esclavage : «Pour pouvoir arriver à un jugement sur la question de l'esclavage, il faut connaître le caractère des nègres. [...] Tout le monde sait qu'un des traits fondamentaux de son caractère est la paresse. Finalement l'esclavage est dû à ce trait de caractère de l'Africain». <sup>42</sup>

L'application de ce discours est sévère. Dans l'asile qu'entretient le missionnaire Ramseyer à la Côte d'Or, les femmes libérées doivent pendant plusieurs heures par jour porter des pierres. Or, le missionnaire est très clair sur le statut de ce travail : «qui ne veut pas travailler peut s'en aller, je ne donne pas à manger à un paresseux». <sup>43</sup>

Les responsables des asiles semblent particulièrement attentifs à l'éducation des enfants. Deux facteurs sont à l'origine de ce soin porté aux enfants. D'une part, il est lié aux changements des mentalités en Suisse à la même époque : «[...] l'enfant, dont le statut spécifique est reconnu, est l'objet de sol-

<sup>39</sup> Voir à ce sujet : Renault (voir note 5), 139-151.

<sup>40</sup> Sur cette idée, cf. Péclard (voir note 26), 70.

<sup>41</sup> *Der Sklavenfreund* 20 (novembre 1898).

<sup>42</sup> Lettre du frère Prosch au Comité central in *Der Sklavenfreund* 19 (octobre 1898).

<sup>43</sup> *Der Sklavenfreund* 13 (janvier 1897).

licitudes nouvelles. Son corps est un bien collectif dont la société aura grand besoin ; il importe qu'il soit sain et vigoureux». <sup>44</sup> Les asiles se doivent de protéger ces innocentes victimes qui peuvent encore être sauvées. D'autre part, l'évangélisation des adultes rencontre beaucoup de difficultés. Ramseyer résume fort bien ce point de vue lorsqu'il écrit : «Mais les femmes ne sont pas restées dans le home, car elles trouvaient que c'était une exigence impudente de devoir travailler pour leur subsistance ; la plupart ont accepté de l'argent des soldats musulmans pour devenir leurs femmes – donc la vieille expérience se confirme, qu'il ne sert à rien d'accueillir des esclaves adultes dans un home ; ces gens sont de loin trop indisciplinés». <sup>45</sup> Deux ans plus tard, il déclare aux autorités coloniales qu'il ne veut plus accueillir que des enfants : «avec les femmes et les filles adultes on n'a que des soucis». <sup>46</sup> Le sort des enfants africains dans les asiles peut être éclairé par le fait que ceux-ci volent régulièrement de la nourriture. Pour Ramseyer, la nature d'esclave réapparaît dans ces moments et il s'agit de la réprimer. <sup>47</sup> Le manque de nourriture expliquerait-il également ce comportement ? Le fait que la moitié des enfants accueillis par Ramseyer meurent une année après être arrivés dans le home pourrait conforter la thèse de la sous-nutrition. <sup>48</sup>

Le contrôle de la sexualité semble aussi jouer un rôle important dans ces asiles. Ramseyer se plaint que les esclaves libérées qui habitent son home sont attirées par les soldats et il leur interdit tout contact avec ces derniers. <sup>49</sup> Cette interdiction est imposée avec beaucoup de sévérité : une ancienne esclave engagée comme professeur pour les enfants s'étant «deshonorée», elle est renvoyée. Les femmes doivent ainsi se subordonner aux principes moraux de leurs hôtes et mener une vie chaste, marquée par l'évangélisation et le travail.

Les règles de conduite mises en place dans les asiles pour esclaves libérés en Afrique sont le fidèle miroir des activités menées en Suisse – sauvegarde de l'enfance, lutte contre l'immoralité et la prostitution – par les sociétés philanthropiques.

<sup>44</sup> Geneviève Heller, «Tiens-toi droit !» *L'enfant à l'école primaire au XIXe siècle : espace, morale, santé. L'exemple vaudois*, Lausanne 1988, 159.

<sup>45</sup> *Der Sklavenfreund* 16 (novembre 1897).

<sup>46</sup> *Das Sklavenheim* (septembre 1899).

<sup>47</sup> *Das Sklavenheim* (juin 1900).

<sup>48</sup> «Bericht von Missionar Ramseyer, 12.3.1897», *Jahresbericht der Evangelischen Missionsgesellschaft zu Basel*, Basler Mission (éd.), 1<sup>er</sup> juillet 1897.

<sup>49</sup> *Das Sklavenheim* (juillet 1898).

## Conclusion

L'étude des mouvements anti-esclavagistes en Suisse a permis d'avancer une hypothèse : l'engagement philanthropique de l'élite conservatrice en Suisse à la fin du XIXe siècle – donc durant une période où l'abolitionnisme vise la traite exercée par des Arabes en Afrique – répond à des intérêts réels de ce groupe minorisé au niveau politique. La figure de l'esclave est doublement instrumentalisée. D'un côté, elle permet plus largement de donner une justification morale aux projets expansionnistes que les élites européennes entretiennent en Afrique. De l'autre, la représentation de l'esclave comme une victime de sa propre décadence ou de la cruauté des marchands musulmans, conduit les libéraux-conservateurs à souligner la nécessité d'œuvrer au « relèvement moral » de la société suisse en insistant sur l'importance du libéralisme économique et du conservatisme religieux et moral. Les valeurs véhiculées par la cause abolitionniste marquent en effet inextricablement la société suisse. On peut ainsi se demander si le rejet de l'islam n'imprègne pas profondément les mentalités de l'élite helvétique. Trois des principaux combats humanitaires qui soulèvent des passions en Suisse au XIXe siècle – le mouvement philhellénique dans les années 1820 ; les associations anti-esclavagistes durant la seconde moitié de ce siècle ; les campagnes pour l'aide aux Arméniens dans l'Empire ottoman durant la dernière décennie du siècle – se caractérisent en effet par une dénonciation, implicite ou explicite, des musulman(e)s.<sup>50</sup> L'historiographie helvétique a récemment insisté sur l'importance de l'anti-sémitisme en Suisse au XIXe siècle dans le discours ou la *Weltanschauung* de la droite conservatrice. Dans cette perspective, peut-être faudrait-il également se pencher sur l'anti-islamisme ?

<sup>50</sup> Sur le rejet de l'islam par les sympathisants de la cause arménienne, voir Hans-Lukas Kieser, «Die Schweiz des Fin de siècle und <Armenien>. Patriotische Identifikation, Weltbürgertum und Protestantismus in der schweizerischen Philarmenischen Bewegung», in Hans-Lukas Kieser (éd.), *Die armenische Frage und die Schweiz (1896–1923)*, Zurich 1999, 151.

## VI. Présence africaine en Suisse – débat contemporains